



Déclaration liminaire
Au Comité Technique Local
du Morbihan
du 22 septembre 2014

Monsieur le Président,

Le remaniement ministériel a fait l'actualité de la fin du mois d'août, abondamment commenté par les médias. Mais au-delà de ces péripéties qui démontrent néanmoins que ces choix politiques sont loin de faire l'unanimité jusque dans l'exécutif, qu'est ce qui est fondamentalement en jeu ?

Ni plus ni moins que de disposer d'un gouvernement adhérent aux thèses « austéritaires » les plus forcenées, menant tambour battant une politique qui va au-devant des attentes du patronat et qui promet de nouveaux reculs sociaux pour le plus grand nombre.

Chacun le sait : les choix actuels mènent l'immense majorité de la population et tous les salariés dans le mur.

A la DGFIP, comme ne s'en est pas caché Bruno Parent quand il a reçu les syndicats en début d'été, cela signifie poursuite des suppressions d'emplois, réduction continue des crédits de fonctionnements, recul des missions, avec comme conséquence première l'aggravation des conditions de travail.

Et c'est sans compter avec les nouveaux mauvais coups promis à la fonction publique que met en perspective une batterie de rapports récents. De ce point de vue, on ne dira jamais assez combien le projet de réforme territoriale comporte de dangers pour la pérennité de la DGFIP et de ses missions.

En résumé, alors que l'insupportable est largement atteint dans nombre de services, la seule perspective salutaire serait d'en rajouter des couches supplémentaires ?

Pas question de s'y résigner ! La CGT Finances Publiques considère plus que jamais que l'intervention des agents et plus largement du monde du travail est d'une absolue nécessité pour faire entendre la voix des exigences sociales et des revendications. Voilà où sont les vraies solutions alternatives aux difficultés rencontrées !

En cette rentrée lourde de tous les dangers, la CGT Finances publiques, du local au national, travaillera sans relâche avec les agents pour que leur voix soit entendue, pour permettre leur rassemblement le plus large et pour organiser leur intervention collective sur les revendications.

Nous ajoutons également que nous ne pouvons ignorer ce qui se passe aujourd'hui suite à l'affaire Thevenoud. Il est fait mention de cet épisode aux collègues de l'accueil ou à celles et ceux qui vont en vérification par exemple. Les agents sont exaspérés d'être une nouvelle fois dans l'œil du cyclone. Nous vous demandons aujourd'hui de réaffirmer votre soutien et surtout d'apporter la protection nécessaire à tous les collègues de la DDFiP.

Concernant l'ordre du jour de ce Comité Technique, nous ne pouvons qu'encore constater qu'il est très chargé alors que des sujets très importants sont à discuter: suppression de la trésorerie de PLOUAY, rapprochement SIP/CDIF ou la disparition annoncée du cadastre actuel, départementalisation des procédures collectives ou l'évaluation-notation.

La CGT s'oppose à cette politique de casse de la DGFIP.

MORLAIX

L'incendie du Centre des Finances Publiques de Morlaix est bien symbolique de ce que vivent les agents de la DGFIP au jour le jour à l'accueil.

S'il est trop tôt pour tirer toutes les conclusions d'un tel événement, les premiers éléments d'information semblent indiquer que les agriculteurs responsables de l'incendie volontaire ont revendiqué leur acte en annonçant vouloir eux même procéder à une simplification administrative.

Si le premier ministre a d'ores et déjà condamné "énergiquement" cet acte, on ne peut que s'interroger sur les idées qui circulent aujourd'hui dans certains discours : de la phobie administrative à l'horreur fiscale, on en passe et des meilleurs... il est aujourd'hui bien facile de jouer les pompiers, après avoir allumé les incendies..

La CGT Finances Publiques condamne cet acte et apporte tout son soutien aux agents du Centre des Finances Publiques de Morlaix.

Elle va d'ores et déjà saisir la Direction générale pour que l'avenir immédiat de ce centre soit assuré mais plus largement elle demandera au directeur général que la sécurité de tous les agents de la DGFIP soit assurée. Elle rappelle que l'impôt est au cœur de notre république, et qu'elle est porteuse de propositions en ce domaine.